



**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Vingt-huitième réunion du Comité d'experts

***Réunion du Comité d'experts de la deuxième réunion
annuelle conjointe de la Conférence des ministres de
l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des
ministres africains des finances, de la planification et du
développement économique de la CEA***

*Le Caire (Égypte)
2-5 juin 2009*



**COMMISSION DE L'UNION
AFRICAINNE**

Quatrième réunion du Comité d'experts



Distr.: GÉNÉRALE
E/ECA/COE/28/7
AU/CAMEF/EXP/7(IV)
Date: 15 mai 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Évaluation des progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique

A. Introduction

1. Au cours des deux dernières décennies, les dirigeants africains sont revenus à leur objectif de l'édification d'une Afrique forte, unie et intégrée dans les domaines politique, économique, social et culturel. Le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine de 1991 a défini le cadre des activités à mener jusqu'en 2034. L'Acte constitutif de 2000, qui a servi de base à la transformation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union africaine (UA), requiert que le continent aille au-delà de l'intégration économique pour créer une union politique.

2. L'impératif d'une Afrique forte et unie découle de la prise de conscience que l'on peut tirer beaucoup plus d'avantages économiques d'une communauté régionale que de la somme des avantages économiques de ses États membres pris individuellement. Le besoin d'une plus forte intégration est également dicté par un environnement économique mondial caractérisé par la formation de blocs régionaux, même entre pays développés, grâce à une mondialisation sans frontières, à des progrès dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) et à un régime multilatéral du commerce instauré sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Voilà pourquoi l'intégration régionale constitue un pilier essentiel des activités de la Commission de l'Union africaine (CUA), telles que définies dans la Vision stratégique de celle-ci, une Vision ancrée dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, la Déclaration de Syrte du 9 septembre 1999, le Traité d'Abuja de 1991 et le Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique, 1980-2000.

3. Par ailleurs, depuis sa création en 1958, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a axé son action sur la promotion et le renforcement du programme d'intégration régionale du continent. La Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, réunie à Banjul (Gambie) en 2006, a donné une nouvelle impulsion à ce mandat. De ce fait, la CEA a élaboré ses programmes et activités de sorte à apporter un plein appui aux efforts de l'UA visant à accélérer l'intégration politique et socioéconomique du continent, à promouvoir et à défendre les positions communes africaines et à créer les conditions nécessaires permettant à l'Afrique de jouer le rôle qui lui revient dans l'économie mondiale. En collaboration avec la CUA et la Banque africaine de développement (BAD), la CEA n'a cessé de promouvoir le dialogue relatif à l'intégration régionale et d'entreprendre des études analytiques sur la question. En outre, la CEA fournit une assistance technique aux institutions qui mettent en œuvre le programme d'intégration régionale, notamment les communautés économiques régionales (CER), comme, de plus, elle a accru sa participation aux initiatives et activités transfrontières dans des secteurs d'importance cruciale pour le programme d'intégration régionale.

4. Un des points inscrits régulièrement à l'ordre du jour de la Conférence ministérielle conjointe CEA-CUA étant celui qui a trait au présent rapport d'activités, celui-ci visera à informer la Conférence des principaux événements et faits survenus en Afrique dans le processus d'intégration régionale, en particulier pour ce qui est des principales décisions sur les politiques, qui en déterminent la direction future. Par conséquent, les sections qui suivent mettront en lumière les questions d'actualité et les questions nouvelles qui se rapportent au programme d'intégration au niveau continental, dans le cadre de l'UA, et au niveau régional dans le cadre des CER, qui sont les composantes essentielles de l'Union.

B. Session spéciale de l'Union africaine sur le gouvernement de l'Union

5. À la suite des neuvième et dixième sessions, la douzième session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) du 1 au 3 février 2009, a poursuivi le grand débat sur le gouvernement de l'Union pour l'Afrique, et a renouvelé l'engagement d'accélérer l'intégration économique et politique du continent. La Conférence a pris une décision majeure (Assembly/AU/Dec. 233 (XII)) tendant à transformer la CUA en Autorité de l'Union africaine et a demandé au Conseil exécutif de développer plus avant la décision. La Conférence a de même entériné les recommandations du Conseil exécutif, qui, pour l'essentiel, tendaient à amender l'Acte constitutif pour tenir compte de cette nouvelle réalité et à demander aux États membres de hâter la ratification des amendements. Le Conseil exécutif avait également recommandé un travail plus approfondi sur les propositions relatives aux fonctions de l'Autorité de l'Union africaine et à la taille de celle-ci, sur les fonctions des Secrétaires et sur les incidences financières de la création de cette Autorité. Le Conseil avait par ailleurs demandé à la Conférence de lui laisser le temps de tenir, dans les trois mois suivants, une session extraordinaire du Conseil exécutif qui examinerait ces propositions et soumettrait un rapport à la prochaine session de la Conférence.

C. Douzième session extraordinaire du Conseil exécutif de l'UA

6. La douzième session extraordinaire du Conseil exécutif, tenue à Tripoli (Libye) les 15 et 16 avril 2009, était consacrée à la question des modalités de mise en œuvre de la décision de la Conférence de janvier 2009 relative à la transformation de la Commission de l'Union africaine en Autorité de l'Union africaine. Un rappel a été fait à la réunion du principe sous-tendant la décision (Assembly/AU/Dec. 206 (XII)) que la Conférence avait prise à Sharm El Sheikh (Égypte) en juillet 2008, selon lequel l'UA est une Union d'États indépendants et souverains, et, de ce fait, est une organisation intergouvernementale dont les organes sont de nature intergouvernementale. La transformation de la Commission en Autorité vise dès lors à renforcer le cadre institutionnel de l'Union pour lui permettre de jouer le rôle qui lui revient dans l'accélération de l'intégration politique et socioéconomique du continent en vue de la réalisation de l'objectif ultime, la création des États-Unis d'Afrique.

7. Le Conseil exécutif a formulé un certain nombre de recommandations, notamment sur la structure de l'Autorité. Elle a recommandé que l'Autorité soit composée de 10 membres comprenant un Président et huit Secrétaires. Le Président, assisté d'un Vice-Président, serait l'administrateur général, le représentant légal et le contrôleur de la gestion financière de l'Autorité, chargé de la responsabilité générale du bon fonctionnement de celle-ci. En outre, les Commissaires seraient remplacés par des Secrétaires chargés des domaines suivants: paix, sécurité et défense commune; affaires politiques et coordination des positions communes en matière de relations extérieures; infrastructure et énergie; santé et affaires sociales; éducation, ressources humaines et science et technologie; commerce, industrie et coopération internationale; économie rurale, agriculture et environnement; affaires économiques. Les Secrétaires seraient responsables devant le Président de l'Autorité sous la supervision duquel ils exécuteraient leurs tâches, y compris l'élaboration de politiques et de programmes communs relevant de leurs portefeuilles respectifs à soumettre à l'examen des organes de l'Union. Ils entreprendraient également des activités de plaidoyer pour promouvoir les objectifs de l'Union, en plus de tâches de représentation et de

négociation qu'ils assumeraient chaque fois que l'Autorité reçoit mandat de la Conférence à cet égard.

8. Au cours des délibérations du Conseil exécutif, le frère Muammar El Kadhafi, Guide de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et Président de l'Union africaine, a traité devant le Conseil de la question de l'Autorité. Il a recommandé l'harmonisation des domaines de compétence de l'Autorité avec les portefeuilles des Secrétaires. Dans ce cadre, les fonctions relevant de chaque portefeuille seraient replacées dans les domaines de compétence de l'Autorité. Ainsi, la défense, la sécurité et la coordination des relations extérieures seraient-elles ajoutées aux domaines de compétence de l'Autorité. Le Président de l'actuel Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA deviendrait un membre de l'Autorité (avec le titre de « Secrétaire », « Coordonnateur » ou « Ministre ») en charge de la paix et de la sécurité. Le Président du Conseil exécutif de l'UA deviendrait un membre de l'Autorité en charge des affaires politiques et de la coordination des relations extérieures. Le Président du NEPAD deviendrait un membre de l'Autorité en charge du commerce, de l'industrie et de la coopération internationale. L'Autorité de l'Union répondrait directement devant la Conférence sans passer par le Conseil exécutif. Elle aurait la responsabilité de représenter l'Union et de négocier en son nom. Les amendements appropriés seront apportés, là où cela est nécessaire, à l'Acte constitutif et aux divers protocoles.

9. Le Conseil exécutif a pris note des propositions du frère Guide. Ces propositions doivent être soumises à l'examen des dirigeants de l'UA au cours de la prochaine Conférence de l'Union de juillet 2009.

D. La quatrième Conférence des ministres africains chargés de l'intégration (COMAI)

10. La quatrième Conférence des ministres africains chargés de l'intégration (COMAI) s'est tenue à Yaoundé (Cameroun), les 7 et 8 mai 2009, et a été précédée par une réunion d'experts tenue les 4 et 5 mai 2009. Le thème de la Conférence était *Partenariats et intégration en Afrique*. La CUA avait par ailleurs tenu une réunion avec les CER le 2 mai 2009 pour discuter du Programme minimum d'intégration (PMI). Les ministres ont échangé des vues sur un certain nombre de sujets se rapportant aux efforts visant à faire avancer le programme d'intégration du continent et ont reçu des rapports de la CUA sur:

- a) L'état de l'intégration en Afrique;
- b) Le Programme minimum d'intégration (PMI);
- c) Les partenariats et l'intégration régionale.

11. Sur l'état de l'intégration régionale, les participants à la réunion ont noté que, si les CER avaient accompli de grands progrès dans leurs programmes d'intégration, leurs réalisations demeuraient encore éloignées des mandats qui leur avaient été confiés. S'agissant du PMI, ils ont souligné que celui-ci regroupait des activités prioritaires essentielles, qui étaient autant de jalons importants visant à accélérer et à hâter l'aboutissement du processus de l'intégration régionale et continentale. Le PMI, qui devrait faire l'objet d'un accord entre les CER, est composé notamment d'objectifs réalisables conformes au Plan stratégique (quadriennal) de l'UA. Il sera mis en œuvre

par les CER, les États membres et la CUA, en collaboration avec divers partenaires au développement de l'Afrique.

12. Les domaines prioritaires recensés par les CER et qui constituent la première phase du PMI (2009-2012) sont: la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux; la paix et la sécurité; l'infrastructure et l'énergie; l'agriculture; le commerce; l'industrie; les investissements; les statistiques. De ce fait, l'accent sera mis sur:

- L'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires au sein de toutes les CER;
- La simplification et l'harmonisation des règles d'origine;
- La libre circulation des personnes, des capitaux et des biens à l'intérieur des régions;
- La prévention et le règlement des conflits, et le développement postconflit en Afrique;
- La mise en œuvre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PDIA);
- L'accélération de la mise en œuvre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD (CAADP);
- Le renforcement des capacités des CER, de la CUA et des États membres.

13. Les ministres ont également débattu des implications des divers partenariats entre l'Afrique et d'autres pays, continents et entités. Sur cette question, ils ont recommandé que l'Afrique procède à une analyse et à une rationalisation de la manière dont elle aborde les relations qu'elle noue dans le cadre de ces partenariats. À cette fin, la CUA devrait achever l'évaluation des partenariats existants afin de déterminer leur impact sur le développement socioéconomique du continent et sur le processus d'intégration. Les ministres ont également recommandé que la CUA crée une structure vouée à la coordination des partenariats et que les États membres respectent la décision de Banjul relative à la conclusion d'engagements avec les partenaires étrangers. Ils ont par ailleurs recommandé que les partenariats soient alignés sur les programmes de développement de l'UA et du NEPAD.

14. Les ministres ont, en outre, fait un certain nombre de recommandations à la prochaine Conférence de l'UA de juillet 2009. Ils se sont félicités des efforts faits par le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en vue de la création d'une Zone de libre-échange (ZLE) unique, et ont demandé aux autres CER de s'inspirer de cet exemple pour donner une impulsion à leur propre intégration. Ils ont exhorté la CUA à transmettre les recommandations de la COMAI aux États membres, aux CER et aux parties prenantes dans un délai d'un mois après l'approbation des recommandations par la Conférence de l'Union. Un résultat important de la réunion a été l'adoption du Programme minimum d'intégration (PMI), en tant que cadre du processus d'intégration au niveau continental en harmonie avec le cadre stratégique de la CUA. À cet égard, les ministres ont instamment invité la CUA à œuvrer, en collaboration avec les États membres, les CER, la BAD et la CEA, à la définition des modalités pratiques de la consolidation des progrès déjà réalisés dans le processus d'élaboration du PMI, ainsi qu'à la mise en œuvre progressive et par étapes de celui-ci dans chaque secteur prioritaire.

15. Les ministres ont par ailleurs demandé aux États membres de se conformer à la recommandation de la COMAI tendant à ce que tous les titulaires de passeports diplomatiques ou de service africains soient dispensés de visa et à ce que ledit privilège soit progressivement étendu à tous les citoyens africains. Ils ont exhorté les États membres à renforcer les éléments de sécurité de leurs passeports nationaux et à accroître la coopération et la solidarité intra-africaines dans les relations qu'ils établissent avec des partenaires. Les ministres ont, en outre, demandé aux États membres, aux CER et à la CUA de veiller à ce que les intérêts de l'Afrique en matière de développement et d'intégration régionale et continentale soient sauvegardés dans tous les arrangements stratégiques conclus avec des partenaires. À cette fin, ils ont demandé à la CUA d'élaborer, en collaboration avec les CER et les États membres, une stratégie commune en matière d'engagements à souscrire avec des partenaires qui tienne compte des objectifs et programmes de l'UA et du NEPAD.

E. Principales décisions récemment prises par les CER

16. Depuis la tenue de la dernière Conférence, un certain nombre de CER ont pris d'importantes décisions, par lesquelles elles ont cherché à accélérer et à approfondir l'intégration régionale dans leurs sous-régions respectives. Les décisions en question sont mises en relief dans les paragraphes qui suivent.

1. Sommet tripartite SADC-COMESA-CAE

17. Le premier Sommet tripartite COMESA-CAE-SADC s'est tenu à Kampala (Ouganda) du 18 au 22 octobre 2008. Il a été conjointement organisé par l'équipe tripartite spéciale COMESA-CAE-SADC et par le Gouvernement ougandais. L'objet principal du Sommet était d'examiner et d'adopter un programme d'harmonisation pour des arrangements commerciaux entre les trois CER, la libre circulation des personnes, la mise en œuvre conjointe des programmes d'infrastructures interrégionales, de même que d'adopter des arrangements institutionnels sur la base desquels les trois CER renforceraient leur coopération, compte tenu des difficultés qui résultent de l'appartenance d'États membres à plus d'une CER.

18. Les participants au Sommet ont souligné le fait que, puisque chacune des trois CER avaient lancé une zone de libre-échange (ZLE), la création d'une ZLE plus vaste constituait l'étape logique suivante vers une plus grande intégration régionale. Par ailleurs, la ZLE couvrant l'ensemble de la région devrait contribuer à la réalisation des objectifs du continent dans les domaines de l'intégration, de la réduction de la pauvreté et de la création de richesses.

19. Le Sommet a publié un communiqué dans lequel les chefs d'États ont notamment exhorté les trois CER à commencer immédiatement à oeuvrer à leur fusion en une seule CER ayant pour objectif de parvenir rapidement à la mise en place de la Communauté économique africaine. À cet égard, le Sommet a chargé une équipe spéciale de l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre de cette fusion et de la soumettre à l'examen de sa prochaine réunion. Il a par ailleurs approuvé l'établissement rapide d'une ZLE couvrant l'ensemble des États membres/partenaires des trois CER, l'objectif à terme étant la mise en place d'une Union douanière unique. Le Sommet a, en outre, demandé aux Présidents des Conseils des ministres des trois CER d'accélérer le développement de programmes conjoints permettant de renforcer la coopération et d'approfondir la coordination en matière de politiques industrielles et de politiques relatives à la concurrence, aux

systèmes financiers et de paiements, au développement des marchés financiers et des bourses de produits de base. Le Sommet a également demandé aux Présidents des Conseils des ministres des trois CER de veiller à ce que les secrétariats participent à l'élaboration et assurent la coordination et l'harmonisation de positions sur les négociations relatives aux accords de partenariat économique (APE) et sur les négociations multilatérales, notamment les négociations du Cycle de Doha sur le développement, qui se déroulent sous l'égide de l'OMC.

20. Le Sommet tripartite a par ailleurs lancé l'Autorité conjointe de la concurrence (ACC) sur la libéralisation du transport aérien, cette Autorité devant être chargée de superviser l'application intégrale au sein des trois CER, à partir de janvier 2009, de la Décision de Yamoussoukro sur la libéralisation du transport aérien; de plus, le Sommet a demandé aux trois CER de coordonner et d'harmoniser de manière efficace, dans un délai d'un an,

- a) Les plans directeurs régionaux des trois CER dans le domaine du transport;
- b) Les plans régionaux d'investissements prioritaires des trois CER dans le domaine de l'énergie;
- c) Les mécanismes conjoints de financement et de mise en œuvre du développement des infrastructures.

2. CAE

21. Le dixième Sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est s'est tenu à Arusha (Tanzanie) le 29 avril 2009, sous la présidence de S.E. M. Paul Kagame, Président de la République rwandaise. Il a eu à examiner un rapport d'activités du Conseil des ministres portant sur la période juillet 2008 à avril 2009 et a pris note des progrès réguliers réalisés au sein de la Communauté, en particulier la consolidation de l'Union douanière de la CAE, les progrès dans les négociations relatives au protocole du marché commun et la concrétisation de divers projets et programmes relatifs au développement des infrastructures régionales.

22. Le communiqué publié à l'issue du Sommet indiquait que celui-ci avait examiné le rapport sur les progrès réalisés dans les négociations relatives au marché commun de la CAE et avait pris note du stade avancé auquel étaient parvenues les négociations. Il a demandé de mener à son terme dès que possible le processus de mise au point des annexes et sections concernant la portée des politiques en matière de tarifs communs, afin que le protocole puisse être signé en novembre 2009. Le Sommet a, en outre, indiqué que le projet de protocole sur le marché commun ne devrait contenir de disposition cherchant à conférer une autorité qui l'emporterait sur les politiques et lois nationales. À propos des dispositions du projet de protocole portant sur le droit d'établissement et de résidence permanente, le Sommet a affirmé que l'octroi de droits connexes d'accès à la terre et d'établissement ne devrait pas être automatique, mais que les dispositions en question devraient définir les conditions d'octroi. Les cartes d'identité ne devraient pas être les documents de voyage acceptables dans l'ensemble de l'espace CAE. Les États partenaires qui sont toutefois prêts à utiliser les cartes d'identité comme documents de voyage sur une base bilatérale peuvent le faire. Il faudrait veiller à ce que le projet de protocole sur le marché commun assure une pleine protection aux investissements transfrontières des citoyens d'Afrique de l'Est.

23. Le Sommet a, en outre, chargé le Conseil des ministres d'examiner les rapports sur le processus consultatif national visant à hâter la création d'une fédération politique, processus en cours au Rwanda et au Burundi, et de soumettre des recommandations concrètes à sa session de novembre 2009 sur la voie à suivre dans le domaine de la création d'une fédération politique.

24. Il a également examiné un rapport que lui a soumis le Conseil des ministres sur une proposition relative à la mise en place d'un gouvernement de l'UA et sur la transformation de la CUA en Autorité de l'Union africaine. Le Sommet a déclaré que la mise en place d'un gouvernement de l'UA devrait se faire par étapes et que les CER devraient être renforcées en tant que composantes essentielles de l'intégration politique continentale à réaliser. Le Sommet a par ailleurs décidé que soit adoptée l'option consistant à conserver le nombre actuel de membres de l'exécutif de la CUA, en rationalisant les portefeuilles qui leur sont confiés et en modifiant leurs titres de Président, de Vice-Président et de Commissaires de la CUA en ceux de Président, de Vice-Président et de Secrétaires de l'Autorité de l'UA.

3. SADC

25. Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) s'est tenu à Sandton (République d'Afrique du Sud) les 16 et 17 août 2008. Il a débattu de questions intéressant la sous-région, en particulier de l'approfondissement de l'intégration. Les décisions prises à la fin du Sommet ont été notamment le lancement de la Zone de libre-échange (ZLE) de la SADC, qui constitue le premier jalon du programme d'intégration régionale, et un appel à l'accélération de l'intégration régionale au travers du développement d'un programme de coopération visant à accroître la capacité de production régionale. Cela suppose la mise en place et la rénovation d'infrastructures régionales pour faciliter une circulation efficace des biens et des personnes dans une économie régionale plus ouverte.

26. Le Sommet a mis l'accent sur la nécessité d'une application intégrale du Protocole sur le commerce de la SADC, pour assurer une viabilité à la ZLE et faire en sorte que l'Union douanière envisagée puisse être mise en place. Il a passé en revue le rapport d'activités de l'équipe spéciale ministérielle sur la sécurité alimentaire et a adopté diverses mesures tendant à renforcer davantage la sécurité alimentaire régionale, notamment en accroissant les investissements et les crédits budgétaires en faveur de la production alimentaire et en mettant en place un mécanisme régional de réserves alimentaires. Le Sommet s'est par ailleurs félicité des initiatives en cours qui visaient à lutter contre les conséquences négatives de la pénurie et des prix élevés de l'énergie auxquels la région avait à faire face.

27. Il a considéré que la région était parvenue à consolider la paix et la démocratie au sein de l'espace SADC. S'agissant des difficultés que connaissait le Zimbabwe, le Sommet a pris note des résultats du Sommet extraordinaire de l'organe tenu en marge du Sommet et a réaffirmé son engagement à œuvrer avec le peuple zimbabwéen pour trouver une solution aux difficultés auxquelles celui-ci se trouvait confronté.

28. Le Président sortant de l'organe chargé des questions de politique, de coopération en matière de défense et de sécurité, S.E. le Président José Eduardo dos Santos, a soumis au Sommet un rapport sur la mise en œuvre du Plan indicatif stratégique de l'organe, en mettant un accent particulier sur la situation politique et de sécurité dans la région.

4. COMESA

29. L'Autorité des chefs d'État et de gouvernement du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), ne s'est pas réunie depuis sa dernière Conférence. Elle envisage toutefois de se réunir les 7 et 8 juin 2009 à Victoria Falls (Zimbabwe). On s'attend à ce que le Sommet lance l'Union douanière du COMESA. Le dernier Sommet tenu en 2007 avait de fait adopté la structure du tarif extérieur commun du COMESA, qui comprend quatre taux: 0% sur les matières premières, 0 % sur les biens d'équipement, 10 % sur les biens intermédiaires et 25 % sur les biens finals.

30. Le COMESA a créé un Fonds régional de développement à l'appui des projets de développement des États membres et, pour réaffirmer sa détermination à créer une union monétaire, le dernier Sommet a approuvé la décision du Conseil des gouverneurs des banques centrales du COMESA tendant à créer un institut monétaire du COMESA, qui entreprendrait le travail préparatoire nécessaire avant la création d'une Union monétaire du COMESA dans la zone.

31. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, le secrétariat du COMESA travaille avec les États membres à l'harmonisation des politiques agricoles nationales et à l'alignement de leurs programmes sur le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD, de sorte à assurer une autosuffisance alimentaire aux niveaux tant national que régional.

32. Il y a lieu de noter que, depuis la dernière Conférence, la COMESA a de nouveaux dirigeants: M. Sindiso Ngwenya et M. Stephen Karingizi sont les nouveaux Secrétaire général et Secrétaire général adjoint depuis juillet 2008.

5. CEDEAO

33. La trente-troisième session ordinaire de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest s'est tenue à Abuja (Nigéria) le 19 décembre 2008, sous la présidence de S.E. M. Blaise Compaoré, Président du Faso et Président en exercice de la CEDEAO.

34. Le Sommet a examiné les rapports du Président de la Commission de la CEDEAO, de la soixante et unième session du Conseil des ministres, de la vingt-cinquième session du Conseil de médiation et de sécurité, sur l'état des infrastructures dans la région par les Présidents Gbagbo (Côte d'Ivoire) et Vieira (Guinée-Bissau). L'Autorité de la CEDEAO a également débattu des programmes d'intégration et de développement de la Commission. Le communiqué publié à l'issue des délibérations des chefs d'État et de gouvernement mettait notamment en exergue ce qui suit:

35. Crise financière mondiale :

- Un avertissement que la crise financière mondiale pourrait compromettre le redressement économique de la région et entraîner rapidement une réduction de l'investissement étranger direct, des transferts de fonds des travailleurs migrants et une chute des cours des produits de base, les piliers économiques de la plupart des États membres;

- Un appel à l'adoption d'une stratégie régionale qui réduirait autant que possible les risques que la crise fait courir à l'économie régionale;
- La nécessité pour les États membres d'améliorer la gestion de leurs économies et d'en approfondir les réformes structurelles;
- Un appel à améliorer la gouvernance économique mondiale;
- Une plus grande participation de l'Afrique aux initiatives qui sont prises actuellement à l'échelle internationale pour relever le défi de la gouvernance.

36. Infrastructure et énergie:

- Approbation de nouvelles initiatives visant à remédier au déficit d'infrastructures en Afrique de l'Ouest, de sorte que celles-ci puissent servir d'outils pour impulser l'intégration et le développement de la région. Les initiatives nécessitent des investissements massifs dans l'énergie, les routes, le transport aérien, le transport maritime et les chemins de fer par le moyen de partenariats public-privé;
- Adoption d'un plan d'action conjoint CEDEAO/UMEOA (Union monétaire et économique de l'Afrique de l'Ouest) sur les projets régionaux prioritaires et création du Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à Praia (Cap-Vert);
- Approbation de la mise en place à Accra de l'Autorité régionale de régulation de l'électricité de la CEDEAO, qui aidera à faciliter l'accroissement du commerce intracommunautaire de l'électricité à des tarifs abordables et à assurer la régularité de l'approvisionnement.
- Approbation de la création d'une unité d'élaboration et de développement des projets pour doter la CEDEAO de la capacité de développer des projets pouvant bénéficier de concours bancaires et être mis en œuvre soit par le secteur public, soit par le secteur privé, soit au moyen de partenariats.

37. Agriculture:

- Un appel aux États membres pour qu'ils mettent la dernière main à l'élaboration de leurs programmes nationaux d'investissement dans l'agriculture;
- Un appel à l'instauration d'un dialogue structuré entre la CEDEAO et ses partenaires sur le financement de l'agriculture et la mise en œuvre de la politique agricole commune de la CEDEAO.

38. Trafic de drogue:

- Adoption d'une déclaration politique et d'un plan d'action régional contre la drogue, le crime organisé et la consommation de drogues;
- Une directive à la Commission de la CEDEAO pour qu'elle établisse un plan d'action de lutte contre la drogue, le crime organisé et la consommation de drogues;
- Approbation d'un plan stratégique quinquennal de l'Organisation ouest-africaine de la santé pour la période 2009-2013.

39. **Accords de partenariat économique (APE):**

- Un appel à accélérer les négociations sur l'APE entre la CEDEAO et l'Union européenne, afin de parvenir à la signature d'un accord global au plus tard en juin 2009.

40. Enfin, le Sommet a élu S. E. Alhaji Umar Musa Yar'Adua, GCON, Président et Commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigéria en qualité de Président de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO pour un an.

6. CEN-SAD

41. La dixième session ordinaire de la Conférence des leaders et chefs d'État de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) s'est tenue à Cotonou (Bénin) du 15 au 17 juin 2008. La session a été précédée de la seizième session ordinaire du Conseil exécutif de la CEN-SAD. Le thème du Sommet était *Développement rural et sécurité alimentaire*.

42. Les leaders et chefs d'État ont eu à examiner divers rapports soumis par les réunions ministérielles sectorielles. Au nombre des décisions prises par le Sommet figuraient les appels suivants:

- Sur le Darfour, le Sud-Soudan, la Somalie, le Tchad, le nord du Niger et le nord du Mali, il a demandé à toutes parties les concernées d'accepter la médiation du Bureau du Haut Médiateur de la CEN-SAD et d'appliquer les accords conclus;
- Exhorter les États africains à se soutenir eux-mêmes et les uns les autres, en fournissant des ressources humaines, matérielles et financières à l'UA et aux organisations régionales;
- Demander instamment aux leaders et chefs d'État de constituer un Comité des sages, sous la présidence du Haut Médiateur permanent de la paix et de la sécurité, qui sera chargé de suivre toutes les crises et de faire des propositions de solution.

43. La Conférence a noté que le trafic illicite de drogues et d'armes légères constituait une grave menace à la paix, à la réconciliation, à la sûreté, à la sécurité, à la stabilité et au développement durable, aux niveaux des individus, des pays, de la région et du continent. De ce fait, elle a appelé à la coordination des efforts aux niveaux national, régional et continental pour prévenir, combattre et éliminer le trafic illicite de drogues et d'armes légères.

44. La Conférence a également appelé à l'instauration d'un ordre économique international juste et équitable, en particulier dans le domaine du commerce, et a apporté son soutien unanime à la trente troisième Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, qui a formulé des conditions en matière d'APE qui tiennent compte des intérêts des États membres.

45. Enfin, la Conférence a réaffirmé son engagement en faveur de la création d'une ZLE de la CEN-SAD, intégrée dans les arrangements commerciaux existants de l'UEMOA, de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), de l'Union du Maghreb arabe (UMA), du COMESA et de la CEDEAO.

7. UMA

46. L'UMA poursuit ses activités et programmes visant à renforcer l'intégration entre ses cinq États membres. Les dirigeants ont adopté une stratégie de développement devant être mise en œuvre en quatre étapes: création successivement d'une zone de libre-échange, d'une union douanière, d'un marché commun et d'une union économique.

47. La huitième session du Conseil des ministres de l'énergie et des mines du Maghreb s'est tenue à Alger le 4 juillet 2008. Le Conseil a appelé au renforcement de la coopération dans le domaine de l'énergie et des mines. Il a, en outre, souligné la nécessité de créer au Maghreb un marché de l'énergie ouvert et concurrentiel, et celle de promouvoir la coopération dans le domaine des ressources renouvelables, en prenant des mesures de conservation de l'énergie, en utilisant l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et en procédant au commerce de produits pétroliers entre États membres de l'UMA.

8. IGAD

48. Le douzième Sommet ordinaire de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) s'est tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) le 14 juin 2008, sous la présidence du Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, M. Meles Zenawi. Le Sommet a passé en revue la situation politique et de sécurité dans la région et a entendu un exposé d'information de S.E. M. Omar Hassan El-Bashir, Président de la République du Soudan, sur l'application de l'Accord de paix global (APG). Le Président de la Somalie, S.E. M. Abdullahi Yusuf, a également fait un exposé d'information sur la situation politique et de sécurité en Somalie et sur les efforts de réconciliation nationale qui étaient en cours. S.E. M. Ismael Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti a fait un exposé d'information devant le Sommet sur la situation à la frontière entre Djibouti et l'Érythrée. Le Sommet a pris un certain nombre de décisions, après ces exposés.

49. Il s'est félicité de la poursuite de l'application par les deux Parties de l'APG au Soudan, tout en accueillant avec satisfaction l'organisation d'un recensement national et en encourageant les Parties à poursuivre l'application de tous les aspects de l'APG. Il a demandé aux Parties de toujours résoudre leurs différends par voie de négociations afin que l'APG ne se solde pas par un échec. Le Sommet a réaffirmé son engagement à suivre de près l'application de l'APG et a, à ce sujet, demandé à l'Éthiopie et au Kenya, les deux pays désignés pour représenter la région, de nommer des émissaires spéciaux auprès de la Commission du bilan et de l'évaluation.

50. Le Sommet a par ailleurs noté avec une grave préoccupation la poursuite du conflit au Darfour; il a rappelé la décision prise par le Conseil de sécurité de l'ONU, a accueilli avec satisfaction le déploiement de la Force hybride des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) et a exhorté la communauté internationale à fournir les ressources nécessaires au déploiement de la totalité de la Force. Il a également passé en revue la situation en Somalie, en notant avec une grave préoccupation la poursuite des violations des droits de l'homme et du droit international relatif aux droits de l'homme et en soulignant la nécessité de traduire en justice les auteurs de ces violations.

51. Le Sommet a en outre fait état de sa grave préoccupation face à la situation humanitaire qui ne cessait de se dégrader en Somalie et a invité toutes les parties et tous les groupes armés à prendre les mesures appropriées pour protéger la population civile, pour assurer la sûreté et la sécurité de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), de l'ONU et du personnel humanitaire, et pour permettre l'accès des personnes dans le besoin à l'assistance humanitaire, à temps, dans des conditions de sécurité et sans aucune entrave.

52. Il a félicité les troupes de l'Ouganda et du Burundi (AMISOM) pour le rôle qu'elles continuent de jouer, tout comme les troupes éthiopiennes pour les sacrifices consentis dans le but de restaurer une paix durable et une stabilité en Somalie. Le Sommet a exhorté les pays qui s'étaient engagés à fournir des troupes à l'AMISOM à le faire sans délai. À ce sujet, il a demandé instamment à la communauté internationale d'apporter l'appui financier et logistique nécessaire à l'achèvement du déploiement.

53. Il a par ailleurs passé en revue la situation financière du secrétariat de l'IGAD et, après avoir pris note du montant des arriérés de contribution dus par les États membres, il a exhorté ces derniers à soutenir l'organisation en acquittant leurs arriérés et en versant à temps leurs contributions.

9. CEEAC

54. Un Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) s'est tenu à Kinshasa le 10 mars 2008, sous la présidence de S.E. M. Joseph Kabila Kabange, Président de la République démocratique du Congo. Le Sommet a procédé à un échange de vues sur un certain nombre de questions intéressant la sous-région et a examiné le rapport du dernier Conseil des ministres. À la fin de ses délibérations, il a adopté un certain nombre de résolutions.

55. Les chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC ont condamné le recours aux armes et à des moyens anticonstitutionnels pour accéder au pouvoir. Ils ont exprimé leur solidarité au Gouvernement et au peuple tchadiens et ont demandé à tous les pays de s'abstenir de tout acte ou attitude susceptible de porter atteinte à l'ordre constitutionnel, à la sécurité et à l'intégrité territoriale du Tchad.

56. Ils ont exprimé leur soutien au Président de la République du Congo, S.E. M. Denis Sassou Nguesso, et au Guide de la Grande Jamahiriya arabe libyenne, populaire socialiste, Muammar El Kadhafi, qui a reçu mandat de l'UA pour assumer un rôle de médiateur dans le conflit au Tchad.

57. Le Sommet a par ailleurs invité toutes les parties au conflit à appliquer l'ensemble des accords antérieurs, notamment ceux qui avaient été conclus à Tripoli et à Riyad entre la République du Tchad et le Soudan. Ils ont également accueilli avec satisfaction les accords conclus le 13 août 2007 à N'Djamena et en octobre 2007 à Syrte, et ont encouragé le Gouvernement de la République du Tchad à appliquer ces accords afin de consolider l'État de droit et d'établir une paix définitive et durable au Tchad. Sur la base de considérations humanitaires, les chefs d'État et de gouvernement ont accueilli avec satisfaction le déploiement des troupes de l'EUFOR chargées d'assurer la sécurité des camps de réfugiés, des personnes déplacées et du personnel des organisations, et ont demandé instamment à la communauté internationale de fournir une assistance au Gouvernement et au peuple tchadiens.

58. Les chefs d'État et de gouvernement ont appelé à l'accélération du déploiement de la Force ONU/UA au Darfour.

F. Principales activités menées par la CUA et la CEA en matière d'intégration régionale

59. Dans le cadre de leurs efforts tendant à accélérer le programme d'intégration du continent, la CUA et la CEA ont mené d'importantes activités au cours de l'année considérée. La CUA et la CEA ont conjointement publié la troisième édition du Rapport *État de l'intégration régionale en Afrique* (ARIA III) en novembre 2008, en mettant l'accent sur la convergence des politiques macroéconomiques et sur l'intégration monétaire et financière. Le Rapport ARIA constitue une publication phare vouée à une analyse approfondie des problèmes qui se posent sur le continent et proposant des solutions qui visent à la réalisation des objectifs de l'intégration régionale de l'Afrique. Le premier Rapport ARIA (ARIA I), rédigé en mai 2004, contenait une évaluation globale de l'état de l'intégration régionale en Afrique. Il a été largement diffusé et les CER ainsi que d'autres parties prenantes s'en servent abondamment comme source majeure pour leurs analyses et leurs recommandations tendant à promouvoir leurs programmes d'intégration respectifs et à y apporter des ajustements. Le Rapport ARIA II portait sur l'examen de la question de la rationalisation des multiples groupements d'intégration en Afrique ainsi que du problème posé par l'appartenance de certains États à plusieurs groupements qui en résulte; le Rapport contenait aussi des recommandations sur la question. Il a été d'un grand apport lors des consultations que l'UA a tenues ultérieurement avec les CER et les États membres et a conduit, en fin de compte, à une décision politique prise par l'UA de ne reconnaître comme principaux piliers de l'Union africaine que les huit CER qui existaient alors.

60. La CEA et le Groupe du corridor de Walvis Bay ont conjointement organisé un atelier et un voyage d'étude sur la facilitation du commerce. Les objectifs de l'atelier étaient les suivants: a) partager les données d'expérience dans la mise en œuvre des programmes de facilitation du commerce et de gestion des corridors à travers la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, et b) évaluer les progrès accomplis dans la conception et la mise en œuvre des programmes et projets de facilitation du commerce dans la sous-région.

61. Les participants à l'atelier ont fait un certain nombre de recommandations visant à renforcer la facilitation du commerce au sein des corridors. Les États membres, les CER et les institutions responsables de la gestion des corridors ont été exhortés à renforcer les capacités de leur personnel dans le domaine de la planification et de la mise en œuvre des activités de facilitation du commerce, et à prendre des mesures visant à réduire les coûts élevés de transport, en améliorant l'infrastructure de transport, en réduisant les tarifs, en supprimant les barrières non tarifaires et en réduisant les retards le long des corridors et aux frontières.

62. D'autres recommandations concernaient: la promotion du rôle des chemins de fer par le renforcement de la connectivité régionale, la rénovation du réseau et des réformes dans la gestion, afin de tirer profit des coûts moins élevés du transport par chemin de fer; l'exploration de partenariats public-privé pour promouvoir la facilitation du commerce, le financement de l'infrastructure et une gestion efficace des corridors; la mise en œuvre par les États membres et les CER de mesures visant à améliorer la gestion des frontières. Pareilles mesures devraient comprendre l'harmonisation et l'augmentation des horaires de travail aux postes frontières

adjacents, tout comme des initiatives en matière de création et de multiplication des postes frontières à guichet unique. Les institutions responsables de la gestion des corridors ont été invitées à mettre en place des mécanismes de supervision de la performance des corridors pour leur assurer une efficacité continue.

63. L'atelier a aussi demandé aux États membres, aux CER et aux autres parties prenantes de prendre des mesures pour assurer la viabilité des institutions responsables de la gestion des corridors, notamment la mise en place de mécanismes d'autofinancement, comme l'institution de redevances, en tenant compte de la croissance et du développement à long terme de ces institutions. Les institutions responsables de la gestion des corridors ont été invitées, à cet égard, à recenser les parties prenantes clefs qui agiraient en défenseurs de leur cause pour leur assurer une viabilité.

64. Les participants à l'atelier ont relevé la faible adhésion des États membres aux conventions internationales relatives à la facilitation du commerce, au trafic de transit et aux mesures spéciales pour les pays sans littoral, et les ont exhortés à remédier à cette situation.

65. Enfin, ils ont pris une recommandation demandant aux pays de transit de réduire la durée du transit aux ports, de promouvoir le recours à des systèmes de localisation des marchandises et de continuer à améliorer leurs capacités portuaires, notamment en matière de capacités de manutention des conteneurs. En outre, des communautés portuaires devraient être constituées ou renforcées.

66. À l'appui de toutes ces initiatives, l'atelier a recommandé que l'Initiative « Aide pour le commerce » soit mise à contribution pour la mise en œuvre des activités de facilitation du commerce par l'intermédiaire des institutions responsables de la gestion des corridors et des CER.

G. Activités prévues par la CEA dans le cadre de l'intégration régionale

67. Le programme d'intégration régionale de la CEA reste conforme à la vision et aux objectifs d'ensemble de l'UA. Sur ce plan, la plupart des activités sont entreprises en étroite collaboration avec la CUA et la BAD. Au cours des prochaines années, ce programme portera sur :

- La promotion de la coopération et de l'intégration régionales, conformément à l'Acte constitutif de l'Union africaine et au Traité d'Abuja;
- La promotion du commerce intra-africain;
- La fourniture d'un appui institutionnel aux CER;
- La promotion du développement des infrastructures et de la mise en valeur des ressources naturelles (transports, énergie, eau et exploitation minière), dans le cadre des initiatives du NEPAD visant à renforcer l'intégration au niveau continental.

68. Pour atteindre ces buts et objectifs, la CEA devrait mettre en œuvre un certain nombre de programmes, dont les suivants:

1. État de l'intégration régionale en Afrique

69. En 2009-2010, en collaboration avec la CUA et la BAD, la CEA envisage de publier le Rapport ARIA IV qui concernera l'importante question du commerce intra-africain, laquelle

demeure un défi redoutable dans le processus d'intégration de l'Afrique. La raison en est que, depuis plusieurs décennies, ce commerce reste insignifiant par rapport au commerce du continent avec le reste du monde. Seule une proportion de 10 % du commerce africain se fait avec d'autres pays africains, tandis que 40% du commerce de l'Amérique du Nord se fait entre pays d'Amérique du Nord et 63 % du commerce des pays d'Europe occidentale se fait entre ces pays. Le Rapport ARIA IV traitera par conséquent de la question du commerce intra-africain dans toutes ses manifestations, allant de tout un ensemble de contraintes qui pèsent sur l'offre et de problèmes d'infrastructure entravant le commerce à des mesures d'incitation pour relancer la facilitation du commerce dans les principaux couloirs africains.

2. Sixième session du Comité du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales

70. La CEA organisera, en collaboration avec la CUA, la sixième session du Comité du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales au siège de la Commission à Addis-Abeba (Éthiopie) en octobre 2009. Le Comité a été mis sur pied en application de la résolution 827 (XXXII) de la Conférence des ministres de la CEA. La session examinera les questions liées aux activités de la CEA tendant à faire progresser le programme continental de l'UA relatif à la coopération économique ainsi que la promotion du commerce au sein et en dehors de l'Afrique. À cet égard, les participants se pencheront sur les questions suivantes:

- Les progrès réalisés en matière d'intégration régionale en Afrique;
- Le commerce intra-africain;
- L'infrastructure des transports et les services connexes en Afrique;
- L'état d'avancement des négociations au sein de l'OMC et les APE;
- Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'initiative du NEPAD;
- Les principales activités menées par la CEA durant l'exercice biennal en cours et les priorités du programme de travail durant le prochain exercice biennal 2009-2010.

3. Observatoire de l'intégration régionale en Afrique

71. La CEA poursuivra son travail sur la création d'un observatoire de l'intégration régionale. La création d'un observatoire/portail vise essentiellement à fournir régulièrement des informations, des faits et des chiffres portant sur les programmes d'intégration régionale de l'Afrique dans les CER et les États membres. Les informations concerneront les protocoles et traités essentiels sur l'intégration régionale, la ratification des traités et des protocoles, le tableau d'informations détaillées sur les CER et les informations sectorielles (commerce, infrastructures, etc.).

72. L'observatoire facilitera également la diffusion des rapports d'activité de la CEA et des partenaires portant sur l'intégration régionale. En outre, il devrait permettre de promouvoir le rapport coût-efficacité et la coopération entre les CER, les pays africains et les institutions du continent dans le domaine de la diffusion et du partage de l'information relative à l'intégration régionale et dans celui de la recherche de solutions aux problèmes et aux défis communs.

4. Assistance technique pour le renforcement des capacités et la coopération

73. Afin de renforcer le rôle des CER en tant qu'institutions sous-régionales chargées de la politique de développement, la CEA devrait continuer de les aider dans leurs activités de mise en valeur des ressources humaines, en particulier dans les domaines de l'information et de la statistique, du commerce, de la facilitation et du développement de la politique relative aux TIC. Elle devrait également apporter une assistance technique aux États membres pour en renforcer les capacités en matière d'exécution des programmes d'intégration de l'UA et du programme du NEPAD, outre l'aide qu'elle devrait apporter aux CER pour leur permettre d'intégrer leurs programmes en vue de la création de la Communauté économique africaine. Cela se ferait dans le cadre de programmes pluriannuels établis entre la CEA et les CER.

5. Initiatives dans le domaine des infrastructures et des ressources naturelles

74. Conformément aux décisions de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA tenue en février 2009, la CEA collaborera avec la CUA, les CER et les États membres à l'élaboration de plans d'action concrets pour la mise en œuvre de la Vision africaine des mines. En outre, comme suite donnée à la Déclaration finale de la première Conférence des ministres chargés de la mise en valeur des ressources minières de l'UA tenue en octobre 2008, et s'appuyant sur le travail fait par le Groupe international d'étude chargé de passer en revue les régimes miniers en Afrique, la CEA élaborera, en collaboration avec la CUA et les CER, des modèles, des directives, des normes et des codes, pour aider les pays africains à tirer le maximum de profits du potentiel de leurs ressources minières. Les efforts tendant à l'harmonisation des politiques minières de la SADC, de l'UEMOA et de la CEDEAO bénéficieront de l'appui technique respectivement des Bureaux sous-régionaux en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest de la CEA.

75. Le travail portant sur le domaine des transports sera axé sur la facilitation de l'élaboration et de la mise en œuvre du Programme de développement des infrastructures en Afrique et du Programme d'action d'Almaty. Dans le domaine de l'énergie, l'appui sera axé sur le renforcement de la capacité des pools régionaux d'énergie, tandis que le travail dans le domaine de l'eau sera axé sur la fourniture d'un appui fonctionnel au Conseil des ministres africains sur l'eau (AMCOW) pour la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau à l'horizon 2025.

H. La voie à suivre

76. Le présent document est une version actualisée du programme d'intégration régionale de la CUA et de la CEA, qui est, sur le plan stratégique, conforme à la vision et aux objectifs d'ensemble de l'UA et du NEPAD. En partenariat avec la BAD, les CER et d'autres parties prenantes, la CUA et la CEA sont déterminées à entreprendre un certain nombre d'activités et de programmes communs dans le but de renforcer et de faire avancer le programme d'intégration du continent.

Questions à examiner

- Appui à la publication du rapport *Évaluation de l'intégration régionale en Afrique*: La CUA et la CEA doivent poursuivre leur analyse et leur évaluation des progrès réalisés en matière d'intégration régionale sur le continent et exposer leurs

conclusions dans la publication phare, en tirant des enseignements des expériences enregistrées dans les sous-régions pour permettre aux dirigeants de prendre, en connaissance de cause, des décisions stratégiques sur l'intégration régionale;

- Aide à la CUA et à la CEA pour la mise en œuvre des programmes et des activités donnant suite au débat de l'UA sur le cadre d'un gouvernement de l'Union;
- Appui à l'organisation de la sixième session du Comité du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales;
- Appui à la création d'un observatoire de l'intégration régionale qui fournirait régulièrement des informations, des faits et des chiffres portant sur les programmes d'intégration régionale de l'Afrique dans les CER et les États membres;
- Appui à la prise en compte de l'intégration régionale dans les politiques nationales: La CUA et la CEA doivent appuyer les efforts déployés au niveau continental pour sensibiliser les fonctionnaires, les parlementaires, le secteur privé et la société civile à la contribution que l'intégration régionale pourra apporter à la mise en œuvre du programme de développement du continent;
- Appui à la CEA pour la mise en œuvre de programmes pluriannuels avec les CER, dans le cadre de l'assistance technique de la Commission à ces dernières;
- Appui aux programmes et activités de la CUA et de la CEA concernant les infrastructures et les ressources naturelles.